

**VILLE DE QUIMPER
CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 20 mars 2015
Rapporteur :
Monsieur Georges-Philippe
FONTAINE

ACTE RENDU EXECUTOIRE

compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois,
à compter du : 27/03/2015
- la transmission au contrôle de légalité le : 26/03/2015
(accusé de réception du 26/03/2015)

*Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex*

1

Budget primitif 2015

Le projet de budget 2015 intervient après que le débat d'orientations budgétaires (DOB) se soit tenu le 30 janvier 2015. Il est le premier budget de la mandature et s'inscrit dans un contexte financier inédit pour les collectivités territoriales, comme le DOB l'a rappelé.

Si le budget est encadré par un principe d'annualité, c'est bien dans la durée que ce contexte financier va influencer les équilibres financiers de la commune. Ce budget constitue dès lors une première étape.

Le périmètre d'intervention de la commune a évolué depuis l'exercice précédent avec le transfert de la gestion des eaux pluviales à Quimper Communauté depuis le 1^{er} janvier de cette année.

Le budget de la ville de Quimper est composé du budget principal et de quatre budgets annexes (Zones d'activités, Zones d'habitat, Locations et camping municipal, Parkings en ouvrage).

I. Rappel sommaire des hypothèses et orientations de construction du budget

Le budget 2015 est largement impacté par la baisse des concours de l'État, notamment avec la ponction pour redressement des comptes publics (mais aussi les « effets péréquateurs » auxquels la commune contribue largement). Le maintien des équilibres financiers conditionne la construction de ce budget.

La fiscalité

Le levier fiscal n'est pas utilisé, la dynamique doit provenir exclusivement de l'élargissement des bases physiques et de l'actualisation « loi de finances ».

L'investissement :

L'investissement est primordial au développement d'un territoire pour renforcer son attractivité. Dans un contexte financier aussi difficile, il faut tout à la fois le préserver mais, conscient du niveau soutenable pour les équilibres financiers, il convient de le prioriser et

l'orienter au plus près du besoin et du retour sur investissement pour le territoire et les politiques publiques mises en avant.

L'évolution et l'adaptation des politiques publiques à la nouvelle donne budgétaire permettent de préserver un service public de qualité et les équilibres financiers. Pour préserver un service public de qualité, il convient de s'interroger sur la pertinence des politiques publiques et sur l'allocation des moyens affectés pour les réaliser.

C'est l'objet du travail qui sera mené en 2015, par une mission confiée à monsieur Georges-Philippe Fontaine et madame Valérie Gacogne, accompagnés des services.

Les relations avec l'intercommunalité

La gestion des eaux pluviales est transférée à la communauté d'agglomération, impactant le budget principal de la ville de Quimper, notamment sur la compensation de l'investissement.

Le montant de la dotation de solidarité communautaire (DSC) sera *a priori* maintenu, et l'exercice à venir verra le chantier de la refonte du dispositif conventionnel de partage des moyens de l'administration commune s'ouvrir pour l'adapter aux changements intervenus depuis sa conclusion initiale en 2003.

II. Périmètre des dépenses réelles nettes tous budgets confondus

Dépenses réelles nettes		2013	2014	2015	Variation
Principal	Dépenses fonctionnement	63 306 212 €	65 649 643 €	65 573 395 €	-0,12%
	Dépenses investissement	27 101 048 €	33 984 050 €	27 264 677 €	-19,77%
	Dette	5 004 500 €	5 002 000 €	5 002 000 €	0,00%
	Total	95 411 760 €	104 635 693 €	97 840 072 €	-6,49%
Zones d'activités	Dépenses fonctionnement			2 000 €	
	Dépenses investissement				
	Dette				
	Total	0 €	0 €	2 000 €	
Zones d'habitat	Dépenses fonctionnement				
	Dépenses investissement	1 341 000 €	419 500 €	2 817 000 €	571,51%
	Dette				
	Total	1 341 000 €	419 500 €	2 817 000 €	571,51%
Locations et camping municipal	Dépenses fonctionnement	470 765 €	459 313 €	343 360 €	-25,24%
	Dépenses investissement	289 650 €	291 200 €	241 500 €	-17,07%
	Dette				
	Total	760 415 €	750 513 €	584 860 €	-22,07%
Parkings en ouvrage	Dépenses fonctionnement	598 600 €	675 000 €	826 686 €	22,47%
	Dépenses investissement	224 400 €	103 000 €	103 000 €	0,00%
	Dette				
	Total	823 000 €	778 000 €	929 686 €	19,50%
Total	Dépenses fonctionnement	64 375 577 €	66 783 956 €	66 745 441 €	-0,06%
	Dépenses investissement	28 956 098 €	34 797 750 €	30 426 177 €	-12,56%
	Dette	5 004 500 €	5 002 000 €	5 002 000 €	0,00%
	Total des dépenses	98 336 175 €	106 583 706 €	102 173 618 €	-4,14%

Le tableau ci-dessus reprend l'ensemble des dépenses de fonctionnement réelles (hors opérations d'ordre) de l'ensemble des budgets (budget principal et les quatre budgets

annexes). A noter que sur le budget principal, le transfert des eaux pluviales conduit à augmenter de 585 K€ les dépenses de fonctionnement qui relevaient précédemment de la section d'investissement.

III. Budget principal

A. Balance générale

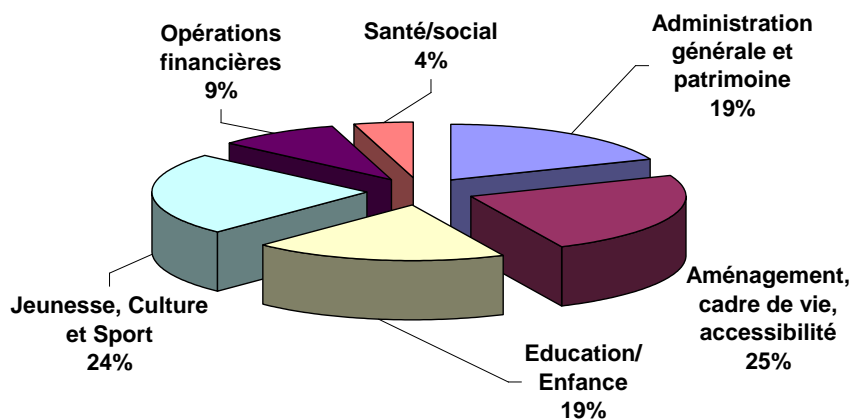
		2012	2013	2014	2013/ 2014	2015	2014/ 2015
1	Ressources de fonctionnement	68 522 223	70 569 784	72 368 955	2,55%	71 589 544	-1,08%
2	Dépenses de fonctionnement hors charges financières	59 156 039	61 219 011	63 649 643	3,97%	63 623 395	-0,04%
3	Capacité courante de financement (1-2)	9 366 184	9 350 773	8 719 312	-6,75%	7 966 149	-8,64%
4	Frais financiers	2 087 201	2 087 201	2 000 000	-4,18%	1 950 000	-2,50%
5	Épargne brute (3-4)	7 278 983	7 263 572	6 719 312	-7,49%	6 016 149	-10,46%
6	Remboursement capital dette	5 004 500	5 004 500	5 002 000	-0,05%	5 002 000	0,00%
7	Épargne nette (5-6)	2 274 483	2 259 072	1 717 312	-23,98%	1 014 149	-40,95%
8	Subventions d'équipement versées	1 880 908	1 127 270	2 128 500	88,82%	955 649	-55,10%
9	Programme d'investissement	29 631 400	25 973 778	31 855 550	22,65%	26 309 028	-17,41%
10	Charges d'investissement (8+9)	31 512 308	27 101 048	33 984 050	25,40%	27 264 677	-19,77%
11	Recettes d'investissement	9 412 472	10 935 390	10 044 127	-8,15%	9 147 522	-8,93%
12	Total des financements propres (7+12)	11 686 955	13 194 462	11 761 439	-10,86%	10 161 671	-13,60%
13	Emprunt d'équilibre	19 825 353	13 906 586	22 222 611	59,80%	17 103 006	-23,04%

La balance générale des opérations réelles du budget principal indique un repli des recettes et sera détaillé plus avant, mais ce sont bien les concours de l'État qui impactent les ressources à la baisse. En dépenses de fonctionnement, en dehors de l'impact du transfert de la gestion des eaux pluviales (et notamment la transformation des dépenses d'investissement de celle-ci en attribution de compensation qui pèse sur le fonctionnement), les dépenses diminuent pour permettre la limitation de l'effet ciseau, sans toutefois compenser la totalité de la perte de recettes, conduisant à une minoration de l'épargne dégagée.

En investissement, l'exercice 2015 présente un niveau encore élevé de dépenses prévues avec la livraison des deux équipements que sont le pôle Max Jacob et le pôle sportif de Créac'h Gwen. La majorité lance par ailleurs dans ce budget les projets d'investissement

qui structureront la commune dans les années à venir. L'emprunt d'équilibre se situe à 17,10 M€, en diminution par rapport à 2014.

La structure par politique publique des dépenses réelles du budget principal (97,84 M€)

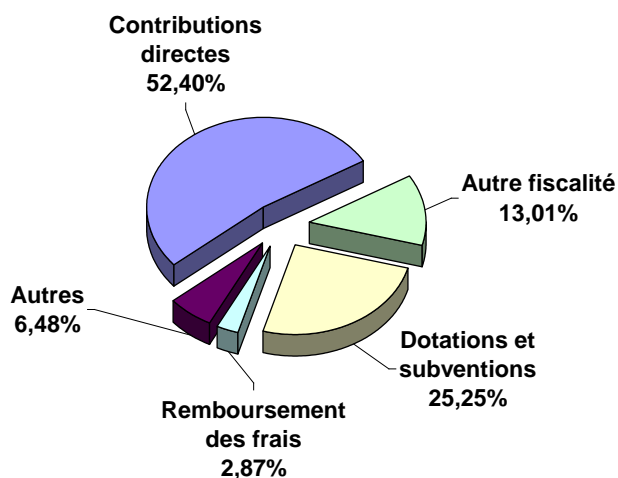


B. Le fonctionnement

La section de fonctionnement est largement impactée par la diminution des concours de l'État en recettes, par le transfert de la gestion des eaux pluviales, la montée en puissance du FPIC (fonds national de péréquation des recettes intercommunales et communales) et les efforts de gestion en matière de dépenses.

1. Recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 71 589 544 € réparties comme suit :



La part de la fiscalité, qu'elle soit directe ou indirecte, progresse, au détriment de celle des dotations et subventions.

a. La fiscalité

Budget général (opérations réelles)	2013	2014	2015	Variation
Fiscalité	43 669 645	45 708 411	46 825 014	2,44%
Contributions directes	35 228 234	37 117 000	37 509 365	1,06%
Transfert EPCI	3 931 411	3 931 411	4 675 649	18,93%
AC				
DSC	3 931 411	3 931 411	4 675 649	18,93 %
Autres taxes et impôts, dont :	4 510 000	4 660 000	4 640 000	-0,43%
- droit de place	210 000	210 000	220 000	4,76%
- droits de stationnement	1 300 000	1 300 000	1 200 000	-7,69%
- taxe sur l'électricité	1 200 000	1 200 000	1 200 000	0,00%
- taxe sur la publicité	500 000	650 000	720 000	10,77%
- droit de mutation	1 300 000	1 300 000	1 300 000	0%

Le chapitre de la fiscalité est le plus dynamique, en progression de 2,44 % pour atteindre 46,825 M€ (65,41 % des recettes de fonctionnement). Cependant les variations ne sont pas uniformes.

Les contributions directes :

Le produit attendu des taxes foncières (bâties et non bâties) et de la taxe d'habitation s'élève à 37,509 M€ en progression de 1,06 % par rapport au budget primitif (mais 1,6 % par rapport aux bases notifiées 2014). L'actualisation loi de finances compte pour 0,9 % et la variation physique des bases pour un peu plus de 0,7 %.

Pour 2015, il est proposé de maintenir les taux de TH, TFPNB, et la TFPB à leur niveau de 2014 :

Taxe d'habitation	20,01 %
Foncier bâti	21,23 %
Foncier non bâti	64,88 %

Les transferts de l'EPCI :

La dotation de solidarité communautaire est prévue au niveau communiqué par Quimper Communauté soit 4 675 649 euros.

Depuis l'exercice 2012, il n'y a plus de recette relative à l'attribution de compensation. La ville de Quimper est contributeur (cf. dépenses de fonctionnement).

Les autres produits fiscaux :

La somme des autres produits fiscaux s'établit à 4,640 M€, en léger repli de 0,43 %.

Les droits de mutation sont inscrits pour 1,3 M€ dans un marché atone, les droits de stationnement sont prévus en diminution pour prendre en compte les impacts du passage à la gratuité après 17 heures (de 1,3 à 1,2 M€). Les droits de place passent à 220 K€, la taxe

communale de consommation finale sur l'électricité est stable à 1,2 M€. Enfin, la taxe locale sur la publicité extérieure est portée à 720 K€.

b. Les dotations et subventions

Budget général (opérations réelles)	2013	2014	2015	Variation
Dotations et subventions	19 670 970	19 545 771	18 073 463	-7,53%
Dotations	13 306 016	12 952 016	11 559 236	-10,75%
DGF	12 300 000	11 946 000	10 553 220	-11,66%
DSU	1 006 016	1 006 016	1 006 016	0,00%
DNP	500 000	734 000	881 026	20,03%
Autres dotations	570 000	570 000	570 000	0,00%
Compensations fiscales	1 927 000	1 737 000	1 574 805	-9,34%
Subventions et autres	3 367 954	3 552 755	3 488 396	-1,81%

Les dotations, et plus particulièrement la DGF (dotation globale de fonctionnement), diminuent, à la fois soumise au prélèvement « redressement des comptes publics » et au financement de la péréquation verticale. Les compensations fiscales diminuent elles aussi. La perte cumulée pour la commune s'élève à 1,55 M€ que la progression de la DNP (dotation nationale de péréquation) ne compense qu'à hauteur d'un peu moins 150 K€.

Au final, ce chapitre diminue de 1,47 M€

c. Les produits des services et autres recettes

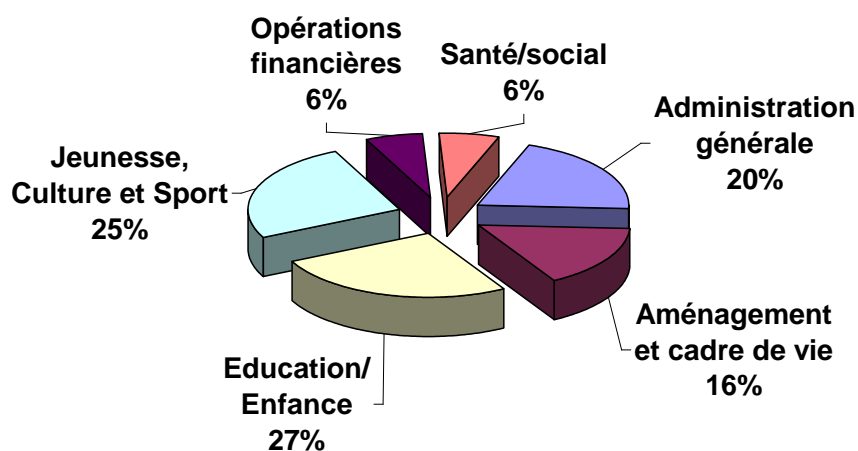
Budget général (opérations réelles)	2013	2014	2015	Variation
Remboursement frais	2 327 964	2 281 645	2 052 587	-10,04%
Autres, dont	4 901 205	4 833 128	4 638 480	-4,03%
- Participations usagers services enfance/petite enfance		2 447 500	2 434 000	-0,55%
- Participations usagers services culturels et sportifs		315 000	302 533	-3,96%
- Concessions et redevances occupations		743 678	675 014	-9,23%
- Atténuations de charges		513 211	443 575	-13,57%

Les remboursements de frais diminuent. Le Symoresco prenant son autonomie sur le personnel qui est remplacé après mutation, le personnel mis à disposition est moins nombreux et les remboursements afférents moins élevés.

Concernant les participations des usagers et autres redevances, le produit prévu est plus faible que l'année précédente, soit qu'il y ait moins de bénéficiaires, soit que les factures soient moins élevées (quotient moyen plus faible, moins d'utilisation des services...).

2. Dépenses de fonctionnement

Par fonction



Parmi les grands axes du budget sur ces politiques en fonctionnement, on peut citer pour l'exercice 2015 :

- L'ouverture du pôle Max Jacob ;
- L'ouverture du pôle sportif de Créac'h Gwen ;
- La compensation du retrait de l'État sur le conservatoire ;
- Le maintien à son niveau 2014 de la subvention au CCAS ;
- Le relèvement du forfait par élève pour l'enseignement libre (+3 %) ;
- La pérennisation du dispositif de réussite éducative ;
- Le maintien des conditions d'avancement du personnel municipal ;
- Les efforts de gestion pour contenir les dépenses de fonctionnement ;
- Le lancement d'une mission sur l'évaluation des politiques publiques.

Par nature comptable

Budget général (opérations réelles)	BP 2013	BP 2014	BP 2015	Variation
Charges générales	15 687 294	16 790 889	15 573 565	-7,25%
Personnel	29 993 984	31 195 412	31 491 016	0,95%
Subventions	13 970 635	14 270 933	14 060 783	-1,47%
sous total dépenses de gestion courante	59 651 913	62 257 234	61 125 364	-1,82%
Charges financières	2 087 201	2 000 000	1 950 000	-2,50%
Charges exceptionnelles	600 000	315 550	295 000	-6,51%
Reversements (dont AC et FPIC)	807 098	916 859	2 063 031	125,01%
Provisions pour dépenses imprévues	160 000	160 000	140 000	-12,50%
S/total Autres dépenses de fonctionnement	3 654 299	3 392 409	4 448 031	31,12%
Total	63 306 212	65 649 643	65 573 395	-0,12%

Les dépenses réelles de fonctionnement diminuent de 0,12 %, avec des disparités selon les chapitres.

Le transfert de la gestion des eaux pluviales se traduit par une compensation de 466 K€ des dépenses de fonctionnement et 585 K€ des dépenses d'investissement. Si l'effet est neutre concernant la compensation du fonctionnement, la compensation de l'investissement est réalisée par un prélèvement sur l'épargne (mais il n'y a plus d'inscription en investissement sur cette compétence transférée).

Les dépenses de gestion courante diminuent de 1,82 % tandis que les autres charges diminuent également à l'exception des reversements.

Charges Générales :

Ce chapitre diminue de 7,25 % (-1,2 M€). Si 466 K€ sont expliqués par le transfert des eaux pluviales, le reste provient des efforts de gestion des services dont quelques uns sont détaillés ci-dessous :

Budget général	BP 2014	BP 2015	Variation
Combustibles et carburants (group commande)	610 000	555 000	-9,02%
6032 – variation de stock	331 111	246 125	-25,67%
Achat de prestation de services	2 703 381	2 629 590	-2,73%
Contrat de prestations de services avec entreprises	772 000	248 400	-67,82%
Frais de télécommunications	459 420	473 054	2,97%
Locations immobilières	851 379	808 713	-5,01%
Locations mobilières	224 017	356 524	59,15%
Primes d'Assurances	473 666	525 400	10,92%
Énergie électricité	2 081 717	2 086 550	0,23%
Total	8 506 691	7 929 356	-6,79%

Personnel

Le chapitre de la masse salariale progresse de 0,95 % (+295 K€), reflet d'un effort pour maîtriser la progression de la masse salariale (pour mémoire +4 % entre 2013 et 2014).

Recalé par rapport au réalisé 2014, le niveau des dépenses prévues en 2015 intègre :

- le GVT (Glissement vieillissement technicité) : les conditions d'avancement de carrières [échelons et grades] des agents étant maintenues à l'identique des années précédentes ;
- les mesures relatives aux catégories C ;
- le relèvement de la CNRACL ;
- le resserrement de l'organigramme de direction.

Par ailleurs, la direction des ressources humaines renforce ses actions d'accompagnement des agents dans la progression de leur carrière (et notamment mobilité et actions de formation, risques psychosociaux, encadrement intermédiaire...).

Subventions :

Le chapitre des subventions diminue de 1,47 % (-210 K€).

Il intègre en plus 120 K€ de subventions pour l'ouverture du pôle Max Jacob.

Les subventions au CCAS et à la caisse des écoles sont maintenues à leur niveau de 2014.

Le forfait par élève de l'enseignement libre est relevé de 3 %.

Les autres subventions connaissent une baisse variable conduisant le chapitre dans son ensemble à diminuer de 1,47 %.

Chapitre subventions et concours	2014	2015	Variation	
Redevances pour brevets, licences...	198 917	275 000	76 083	38,25%
Indemnités et charges élus	535 000	517 000	- 18 000	-3,36%
Admission en non valeur	30 000	30 000	-	0,00%
Culture	3 890 818	3 771 543	- 119 275	-3,07%
- dont PMJ		120 000	120 000	
- dont hors PMJ	3 890 818	3 651 543	- 239 275	-6,15%
Socioculturel	2 284 546	2 134 124	- 150 422	-6,58%
Sport	1 437 946	1 357 599	- 80 347	-5,59%
Enseignement	1 677 263	1 753 983	76 720	4,57%
Crèches	384 000	381 981	- 2 019	-0,53%
Solidarité	3 545 500	3 523 500	- 22 000	-0,62%
- dont CCAS	3 153 100	3 153 100	-	0,00%
- dont hors CCAS	392 400	370 400	- 22 000	-5,61%
Autres subventions	286 943	316 053	29 110	10,14%
Total	14 270 933	14 060 783	- 210 150	-1,47%

Charges exceptionnelles :

Ce chapitre porte sur des annulations de titres des années antérieures. Son montant est fixé à 295 K€ pour le budget 2015.

Reversements

Ce chapitre connaît la plus forte progression (+125 %) avec la hausse de la contribution au FPIC (Fonds de péréquation des recettes intercommunales et communales) et les effets du transfert de la gestion des eaux pluviales sur l'attribution de compensation (AC).

Le FPIC poursuit sa progression et la contribution de la ville de Quimper est estimée à 205 K€ en 2015 (contre 108 K€ au BP 2014)

L'AC : le transfert de la gestion des eaux pluviales se traduit par une compensation de 466 K€ des dépenses de fonctionnement et 585 K€ des dépenses d'investissement. Si l'effet est neutre concernant la compensation du fonctionnement, la compensation de l'investissement est réalisée par un prélèvement sur l'épargne (mais il n'y a plus d'inscription en investissement sur cette compétence transférée). Le montant de l'AC à verser à Quimper Communauté s'élève à 1,856 M€.

Enfin le chapitre des dépenses imprévues est provisionné pour 140 K€.

C. Remboursement du capital et des intérêts de la dette et autofinancement

Intérêts de la dette :

La charge des intérêts de la dette est inscrite pour 1 950 000 € au BP 2015, intégrant une part de provision en cas d'augmentation des taux d'intérêts (sur les taux variables), historiquement bas.

Encours de dette :

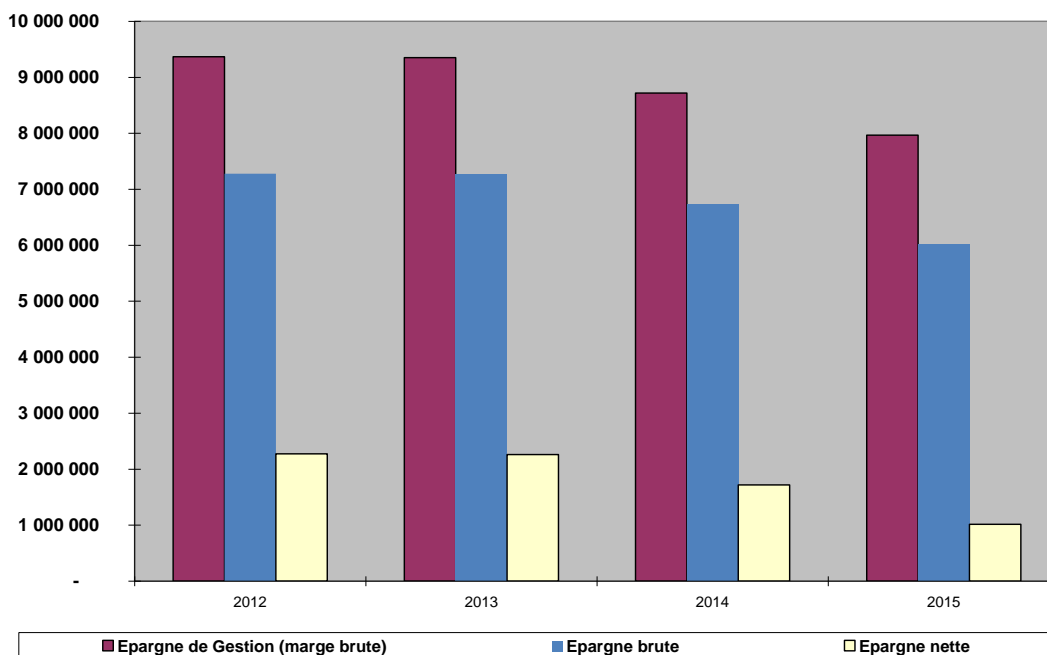
Dette	CA 2012	CA 2013	CA 2014	BP 2015
N-1	30 308 029	37 184 739	43 680 239	47 324 014
Emprunt	11 500 000	11 500 000	10 000 000	17 103 006
Remboursement	5 004 500	5 004 500	6 356 225*	5 002 000
Solde N	6 495 500	6 495 500	3 643 775	12 101 006
Dette N	37 184 739	43 680 239	47 324 014	59 425 020

* remboursement anticipé d'emprunts à taux variable en 2014

Pour mémoire, l'emprunt d'équilibre 2014 s'élevait à 22,22 M€ pour une levée de fonds réelle de 10 M€ au compte administratif 2014.

ANALYSE INSTANTANEE AU 01/01/2015 Dette Long Terme	
Encours	47 324 014,45
Nombre d'emprunts	23
Durée de vie moyenne	6 ans
Durée résiduelle	14 ans, 9 mois
Taux actuariel	3,13 %

Épargne et autofinancement :



	2012	2013	2014	2015
Épargne de Gestion (marge brute)	9 366 184	9 350 773	8 719 312	7 966 149
Épargne brute	7 278 983	7 263 572	6 719 312	6 016 149
Épargne nette	2 274 483	2 259 072	1 717 312	1 014 149

L'épargne de gestion diminue. L'épargne nette (après remboursement du capital de la dette) se situe à 1,01 M€ en diminution de 700 K€ dont 585 K€ au titre du prélèvement sur épargne de gestion de la compensation du transfert financier de l'investissement des eaux pluviales. Le budget de la ville en dehors de ce phénomène a absorbé les baisses de recettes par ses efforts de gestion à l'exception d'un solde de 115 K€.

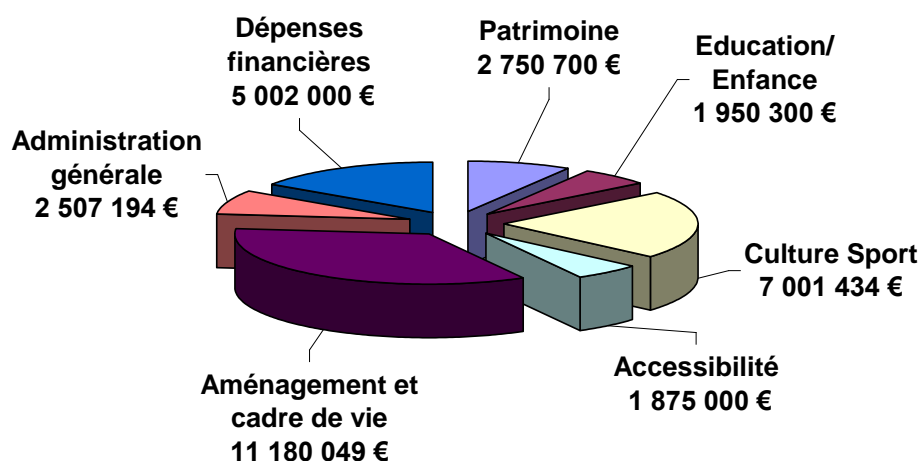
La capacité de désendettement, au stade du budget primitif est de 9,88 ans contre un peu moins de 9 ans au BP 2014. Au stade du CA 2015, la capacité de désendettement devrait se situer aux alentours de 7 ans.

D. L'investissement

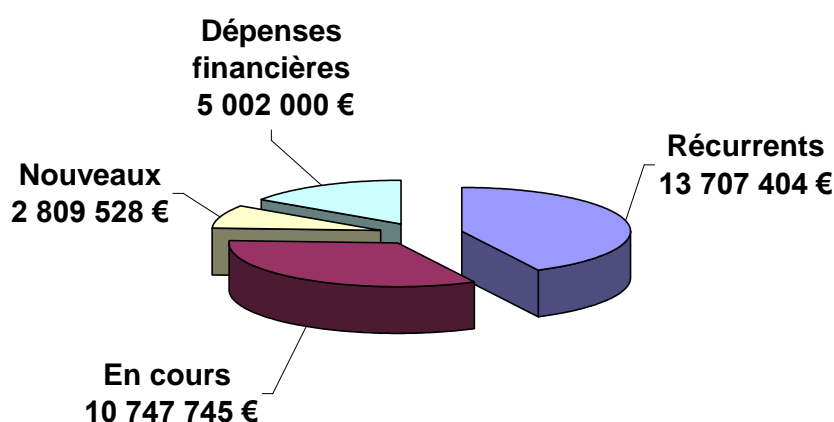
1. Dépenses d'investissement

L'exercice 2015 est caractérisé par la finalisation des projets antérieurement lancés (Pôle Max Jacob, Pôle Sportif de Créac'h Gwen), le maintien d'une politique d'entretien de l'existant et le lancement de projets nouveaux.

Dépenses d'investissement par thématique



Dépenses d'investissement par type



Les projets lancés précédemment représentent 10,74 M€ en 2015, les projets nouveaux 2,8 M€. L'accent est mis sur le cadre de vie et la voirie sur cet exercice. Par ailleurs de nombreuses études pour lancer la stratégie patrimoniale (locaux administratifs, locaux associatifs) sont inscrites.

Investissements par nature (hors remboursement du capital de la dette)

Budget général	2013	2014	2015	variation
Dépenses investissement hors dette	27 101 048	33 984 050	27 264 677	-19,77%
Immobilisations incorporelles	2 469 798	4 108 827	2 368 260	-42,36%
Subventions d'équipement	1 127 270	2 128 500	955 649	-55,10%
Immobilisations corporelles	4 651 990	3 986 200	4 749 678	19,15%
Travaux en cours	18 741 860	23 587 000	19 159 884	-18,77%
Autres immobilisations	10 130	73 523	1 206	-98,36%
Comptes de tiers	100 000	100 000	30 000	-70,00%

Liste des investissements par type

Famille	Type	Détail	Montant
Dépenses financières	Dépenses financières	EMPRUNTS	5 000 000
Dépenses financières	Dépenses financières	REMBOURS. CAUTIONNEMENTS RECUS	2 000
	Total Dépenses financières		5 002 000
Accessibilité	En cours	TRAVAUX ACCESSIBILITE HANDICAPES	1 500 000
Aménagements/cadre de vie	En cours	CONST. NELLE MAIRIE ANNEXE DE KERFEUTEUN	234 000
Aménagements/cadre de vie	En cours	CHEMINEMENTS PIETONNIERS	78 000
Aménagements/cadre de vie	En cours	TRAVAUX ANRU/ BD DE BRETAGNE PARTIE OUEST	600 000
Aménagements/cadre de vie	En cours	AMENAGEMENT PISTES CYCLABLES	100 000
Aménagements/cadre de vie	en cours	ETUDES/MODIFICATIONS ET REVISION POS	142 000
Aménagements/cadre de vie	en cours	ACQUISITION DE TERRAINS VOIRIE	65 000
Aménagements/cadre de vie	En cours	ACQUISITION DE BATIMENTS	1 550 000
Aménagements/cadre de vie	En cours	TRAVAUX / ILOT DE VENDEE-PICARDIE	120 000
Aménagements/cadre de vie	En cours	PART.RESTRUCTURATION CENTRE COMMERCIAL	443 611

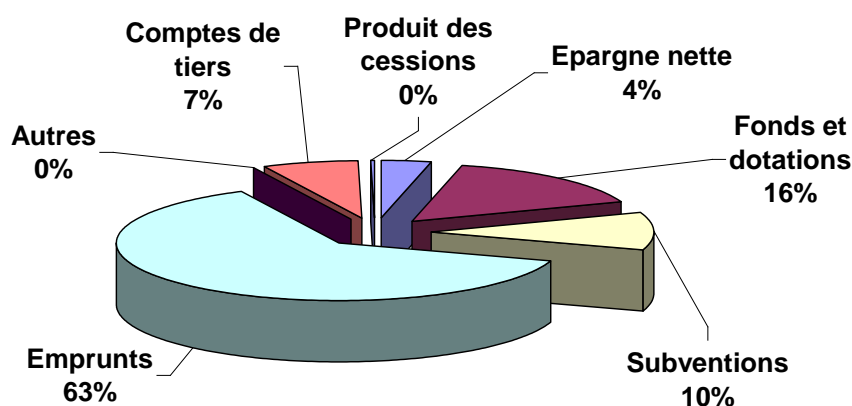
Culture/sport/vie associative	En cours	TRAVAUX / LOCAL BAGADOU ET MEDERIE	222 000
Culture/sport/vie associative	En cours	TRAVAUX / POLE MAX JACOB	964 134
Culture/sport/vie associative	En cours	TRAVAUX POLE SPORTIF DE GREACH GWEN	4 329 000
Culture/sport/vie associative	En cours	SUBV./ EQUIPEMENT MATERIEL POLE MAX JACOB	20 000
Éducation/enfance	En cours	TRAVAUX / RESTRUCTURATION ECOLE STANG AR C'HOAT	380 000
	Total En cours		10 747 745
Accessibilité	Nouveaux	ETUDES / TVX ACCESSIBILITE HANDICAPES	285 000
Administration générale	Nouveaux	MOBILIER DES SERVICES MA Kerfeunteun	60 000
Administration générale	Nouveaux	ACHAT RADIOTELEPHONES / MISSION PREVENTION	5 000
Administration générale	Nouveaux	MATERIEL SERVICE IMPRIMERIE (mise sous pli)	50 000
Aménagements/cadre de vie	Nouveaux	FRAIS D'ETUDES / AMENAGEMENT MODE DOUX KERUSTUM	30 000
Aménagements/cadre de vie	Nouveaux	FRAIS D'ETUDES / RETRAITEMENT RUE MME SEVIGNE	30 000
Aménagements/cadre de vie	Nouveaux	ETUDES / RETRAITEMENT ENTREE RUE TOUL AL LAER	30 000
Aménagements/cadre de vie	Nouveaux	ETUDES / AMENAGEMENT CARREFOUR STE THERESE	30 000
Aménagements/cadre de vie	Nouveaux	PLAN DE JALONNEMENT	100 000
Aménagements/cadre de vie	Nouveaux	TRAVAUX ACCOMPAGNEMENT PC	253 000
Aménagements/cadre de vie	Nouveaux	AMENAGEMENT RUE DU PICHERY/BOURNAZEL	330 000
Aménagements/cadre de vie	Nouveaux	TRAVAUX RUE DE LA TOURELLE / PLACE SAINT LAURENT	480 000
Aménagements/cadre de vie	Nouveaux	TRAVAUX RUE DES REGUIRES / BRIAND	50 000
Aménagements/cadre de vie	Nouveaux	TRAVAUX VOIRIE POUR CONTENEURS ENTERRES	100 000
Aménagements/cadre de vie	Nouveaux	TRAVAUX RUE DE LA PROVIDENCE	373 000
Aménagements/cadre de vie	Nouveaux	PARTICIPATION OPAC/ OPERATION FONCIERE KERVILLOU	263 528
Aménagements/cadre de vie	Nouveaux	FRAIS D'ETUDES / HALLES SAINT FRANCOIS	50 000
Culture/sport/vie associative	Nouveaux	RESTRUCTURATION ESPACES VERTS CMAD	50 000
Culture/sport/vie associative	Nouveaux	FRAIS D'ETUDES / EQUIPEMENT SPORTIF	50 000
Éducation/enfance	Nouveaux	SUBV.EQPT / CRECHE ILE AUX TRESORS	40 000
Patrimoine	Nouveaux	FRAIS ETUDES PROJETS BATIMENT	150 000
	Total Nouveaux		2 809 528
Accessibilité	Récurrent	AMENAGEMENTS POUR HANDICAPES	90 000
Administration générale	Récurrent	TRAVAUX DIVERS POUR COMPTE DE TIERS	30 000
Administration générale	Récurrent	MATERIEL DES SERVICES	15 000
Administration générale	Récurrent	MOBILIER DES SERVICES	65 000
Administration générale	Récurrent	ETUDES/DEVELOPPEMENTS INFORMATIQUES	30 000
Administration générale	Récurrent	FRAIS D'ETUDES COMMUNS VQ/QC / INFORMATIQUE	103 450
Administration générale	Récurrent	LOGICIELS INFORMATIQUES	69 000
Administration générale	Récurrent	LOGICIEL INFORMATIQUE VQ/QC	853 810
Administration générale	Récurrent	MATERIEL INFORMATIQUE VQ/QC	837 978
Administration générale	Récurrent	TRAVAUX CABLAGE INFORMATIQUE	28 750
Administration générale	Récurrent	LOGICIELS / IMPRIMERIE	5 000
Administration générale	Récurrent	MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE / IMPRIMERIE	15 000
Administration générale	Récurrent	INSERTION MARCHES PUBLICS	50 000
Administration générale	Récurrent	MATERIEL CTM	70 000
Administration générale	Récurrent	TRAVAUX DIVERS DANS CIMETIERES	163 000
Administration générale	Récurrent	MATERIEL D'HYGIENE	1 500
Administration générale	Récurrent	TRAVAUX RESEAUX INCENDIE	50 000
Administration générale	Récurrent	ANNULATION TAXE D'AMENAGEMENT	1 206
Administration générale	Récurrent	DOCUMENTS RARES / ARCHIVES -	3 000
Administration générale	Récurrent	MATERIEL / ARCHIVES	500
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	MOBILIER MANIFESTATIONS PUBLIQUES	35 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	TRAVAUX HALLES CENTRALES	40 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	ETUDES PROJETS ESPACES VERTS	20 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	MOBILIER URBAIN ESPACES VERTS	42 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	MATERIEL ESPACES VERTS	72 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	MATERIEL / AIRES DE JEUX ESPACES VERTS	31 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	TRAVAUX JARDINS FAMILIAUX	15 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	AMENAGEMENT ESPACES VERTS	176 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	TRAVAUX SECURITE ESPACES VERTS	196 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	REAMENAGEMENT ZONES BOISEES	148 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	AIRE DE JEUX ESPACES VERTS	30 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	FRAIS D'ETUDES/ PROGRAMME ECLAIRAGE PUBLIC	30 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	ETUDES/ DIAGNOSTIC OUVRAGES D'ARTS	40 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	ETUDES ET SONDAGES VOIRIE	140 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	ETUDES / DIAGNOSTIC OUVRAGES DIGUES / INONDATIONS	15 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	PART.SDEF / RESEAUX BASSE TENSION	116 400
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	MOBILIER URBAIN / PANNEAUX DE POLICE	85 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	MATERIEL ROULANT/VOIRIE	141 600

Aménagements/cadre de vie	Récurrent	MATERIEL ECLAIRAGE PUBLIC	1 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	MATERIEL STATIONNEMENT PAYANT	85 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	MATERIEL ENTRETIEN DES VOIES	25 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	PLAQUES NOMS DE RUES	4 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	PROGRAMME ECLAIRAGE PUBLIC	644 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	RENFORCEMENT ECLAIRAGE PUBLIC	310 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	TRAVAUX / ECONOMIES ENERGIE ECLAIRAGE	200 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	ILLUMINATION DES RUES PR FETES	127 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	MISE EN SECURITE ECL. PUBLIC	3 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	ETUDES / RELEVÉ RESEAUX ECLAIRAGES	30 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	TRAVAUX SUR OUVRAGES D'ART	250 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	INSTALLATIONS/ AUTOMATISMES BORNES ESCAMOTABLES	170 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	TRAVAUX RENFORCEMENT CHAUSSEES	1 670 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	GROSSES REPARATIONS VOIRIE	250 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	TRAVAUX VOIRIE EN ZONE RURALE	60 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	SIGNALISATION LUMINEUSE	30 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	AMENAGEMENT ZONES 30	50 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	TRVX/ ECLAIRAGE CATHEDRALE	20 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	TRAVAUX EFFACEMENT RESEAUX AERIENS	91 800
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	TVX / CONSOLIDATION DIGUES	30 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	SUBV. SIVALODET / PGME RALENTISSEMENT DYNAMIQUE	65 110
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	MATERIEL ATELIER PROPRETE	10 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	FRAIS ETUDES PROJETS URBANISME	95 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT/EXTENSION RESEAU ERDF	7 000
Aménagements/cadre de vie	Récurrent	RESERVE FONCIERE	127 000
Culture/sport/vie associative	Récurrent	TRAVAUX IMMEUBLES ASSOCIATIFS	125 000
Culture/sport/vie associative	Récurrent	TRAVAUX ECOLE DE MUSIQUE	48 000
Culture/sport/vie associative	Récurrent	TRAVAUX THEATRE MAX JACOB	15 000
Culture/sport/vie associative	Récurrent	TRAVAUX MUSEE DES BEAUX ARTS	81 000
Culture/sport/vie associative	Récurrent	TRAVAUX MAISONS DE QUARTIERS	40 000
Culture/sport/vie associative	Récurrent	GROS TRAVAUX BATIMENTS SPORTIFS	420 000
Culture/sport/vie associative	Récurrent	TRAVAUX SUR STADES MUNICIPAUX	237 000
Culture/sport/vie associative	Récurrent	ACQUISITION DEFIBRILLATEURS / EQPTS SPORTIFS	4 000
Culture/sport/vie associative	Récurrent	MATERIEL SPORTIF / POLE SPORTIF DE CREACH GWEN	90 000
Culture/sport/vie associative	Récurrent	MATERIEL ET OUTILLAGE SPORTS	54 000
Culture/sport/vie associative	Récurrent	EQUIPEMENTS SPORTIFS PROXIMITE	60 000
Culture/sport/vie associative	Récurrent	MATERIEL / THEATRE MAX JACOB	59 800
Culture/sport/vie associative	Récurrent	RESTAURATION PATRIMOINE ETNOGRAPHIQUE	8 000
Culture/sport/vie associative	Récurrent	ACHATS INSTRUMENTS DE MUSIQUE	17 000
Culture/sport/vie associative	Récurrent	MOBILIER / ECOLE DE MUSIQUE	10 000
Culture/sport/vie associative	Récurrent	MATERIEL ECOLE DE MUSIQUE	19 000
Culture/sport/vie associative	Récurrent	ACQUISITION D'OEUVRES D'ART	37 500
Culture/sport/vie associative	Récurrent	MATERIEL MUSEE	6 000
Culture/sport/vie associative	Récurrent	MOBILIER ET MATERIEL MUSEE	5 000
Culture/sport/vie associative	Récurrent	RESTAURATION OEUVRES D'ART MUSEE	30 000
Éducation/enfance	Récurrent	GROSSES REPARATIONS ECOLES	570 000
Éducation/enfance	Récurrent	CONSTRUCTION PREAUX / POINTS D'EAU ECOLES	50 000
Éducation/enfance	Récurrent	REMPLACEMENT CLASSES MOBILES ECOLES	370 000
Éducation/enfance	Récurrent	TVX SECURITE ECOLES 1ER DEGRE	29 000
Éducation/enfance	Récurrent	TRAVAUX CLSH	30 000
Éducation/enfance	Récurrent	TRAVAUX SUR CRECHES	60 000
Éducation/enfance	Récurrent	REFECTION ENROBES COURS ECOLES	50 000
Éducation/enfance	Récurrent	MATERIEL / AIRES DE JEUX DANS LES ECOLES	40 000
Éducation/enfance	Récurrent	MATERIEL / AIRES DE JEUX CENTRE DE LOISIRS	16 000
Éducation/enfance	Récurrent	MATERIEL / AIRES DE JEUX CRECHES	5 000
Éducation/enfance	Récurrent	TRAVAUX ESPACES VERTS / CENTRES DE LOISIRS	12 000
Éducation/enfance	Récurrent	TRAVAUX ESPACES VERTS /CRECHES	5 000
Éducation/enfance	Récurrent	TRAVAUX AIRES DE JEUX DANS LES ECOLES	34 000
Éducation/enfance	Récurrent	MATERIEL SPORTIF ECOLES	22 000
Éducation/enfance	Récurrent	MATERIEL INFORMATIQUE ECOLES PRIMAIRES	99 300
Éducation/enfance	Récurrent	MOBILIER ET MATERIEL ECOLES	45 000
Éducation/enfance	Récurrent	MOBILIER CENTRES AERES	10 000
Éducation/enfance	Récurrent	MOBILIER GARDERIES SCOLAIRES	18 000
Éducation/enfance	Récurrent	AUTRES MATERIELS CENTRES AERES	8 000
Éducation/enfance	Récurrent	AUTRES MATERIELS GARDERIES SCOLAIRES	2 000
Éducation/enfance	Récurrent	MATERIEL CANTINES SCOLAIRES	20 000
Éducation/enfance	Récurrent	MOBILIER CANTINES SCOLAIRES	5 000
Éducation/enfance	Récurrent	MOBILIER CRECHES & GARDERIES	16 000
Éducation/enfance	Récurrent	MATERIEL P/CRECHES & GARDERIES	14 000
Patrimoine	Récurrent	TRAV./IMMEUBLES EN COPROPRIETE	10 000

Patrimoine	Récurrent	MATERIEL POUR CIMETIERES	500
Patrimoine	Récurrent	ETUDES RECHERCHE RADON AMIANTE	80 000
Patrimoine	Récurrent	FRAIS D'ETUDES	30 000
Patrimoine	Récurrent	NUMERISATION PLANS BATIMENTS COMMUNAUX	10 000
Patrimoine	Récurrent	ACQUISITION DE VEHICULES	700 000
Patrimoine	Récurrent	ACHATS GROSSES PIECES/VEHICULE	30 000
Patrimoine	Récurrent	TX CHAUFFAGE & PLOMBERIE BATS COMMUNAUX	280 000
Patrimoine	Récurrent	TRAVAUX BATIMENTS COMMUNAUX	120 000
Patrimoine	Récurrent	TVX PREVENTION /LIGNES DE VIE	108 000
Patrimoine	Récurrent	REFECT.TOIT. & FACADES BAT.COMMUNAUX	382 200
Patrimoine	Récurrent	TRAVAUX HOTEL DE VILLE	245 000
Patrimoine	Récurrent	TVX S/ATELIERS MUNICIPAUX	63 000
Patrimoine	Récurrent	TVX HYGIENE DANS LOCAUX TRAVAIL	80 000
Patrimoine	Récurrent	TRAVAUX SUR EDIFICES CULTUELS	250 000
Patrimoine	Récurrent	HYGIENE & SECURITE BAT.COMMUNAUX	36 000
Patrimoine	Récurrent	TRAVAUX DE SECURISATION / CLOTURES ET MURS	56 000
Patrimoine	Récurrent	DEMOLITIONS DIVERSES	110 000
Patrimoine	Récurrent	RESTRUCTURATION DES SERRES	10 000
	Total Récurrent		13 707 404
	Total		32 266 677

2. Financement des investissements (après remboursement du capital de la dette)

Budget général	2013	2014	2015	Variation
Recettes investissement	27 101 048	33 984 050	27 264 677	-19,77%
Fonds et dotations	3 800 000	3 200 000	4 300 000	34,38%
FCTVA	3 400 000	2 200 000	3 500 000	59,09%
TLE	400 000	1 000 000	800 000	-20,00%
Subventions	3 654 818	2 980 315	2 856 022	-4,17%
Subventions	2 854 818	2 180 315	2 056 022	-5,70%
Amendes de police	800 000	800 000	800 000	0,00%
Emprunts	16 165 658	23 939 923	17 103 006	-28,56%
Autres	11 500	17 000	16 500	-2,94%
Produits des cessions	1 110 000	2 030 000	1 875 000	-7,64%
Comptes de tiers	100 000	100 000	100 000	0,00%



Le FCTVA est prévu pour 3,5 M€ (récupération sur les dépenses de l'exercice précédent).

Les subventions prévues proviennent de Quimper Communauté (fonds de concours informatique pour près de 800 K€) et des projets en finition (Pôle Max Jacob notamment).

Les cessions sont prévues pour 1,87 M€ avec notamment :

- 625 K€ à Kergonan à la société Vol V (méthanisation) ;
- 530 K€ à Quimper Communauté sur la future zone d'activités de Kerlic ;
- La cession d'immeubles dans le cadre de la stratégie patrimoniale (future ex-mairie annexe de Kerfeunteun, immeuble 22 rue des Réguaire...).

Au stade du budget primitif l'emprunt finance 63 % des dépenses d'investissement pour un montant de 17,10 M€.

IV. Budgets annexes

Budget annexe des zones d'habitat

Zone d'habitat	2013	2014	2015	Variation
Vente	670 000	180 000	127 000	-29,44%
Autres recettes	200 000		-	
Total recettes Fonctionnement	870 000	180 000	127 000	-29,44%
Charges générales	1 341 000	419 500	2 816 000	571,28%
Autres charges			1 000	
Total Dépenses Fonctionnement	1 341 000	419 500	2 817 000	571,51%
Autofinancement	- 471 000	- 239 500	- 2 690 000	1023,17%
Autres recettes			-	
Excédent reporté				
Total recettes d'investissement	- 471 000	- 239 500	- 2 690 000	1023,17%
Solde Investissement	- 471 000	- 239 500	- 2 690 000	1023,17%
Recours à l'emprunt	471 000	239 500	2 690 000	1023,17%

Le budget 2015 traduit la mise en œuvre opérationnelle de la zone de Linéostic, avec 440 K€ d'acquisitions foncières et 2,23 M€ de travaux d'aménagement et de viabilisation de cette zone.

80 K€ sont destinés à des travaux de finition sur Kervouyec et 60 K€ sur la zone du Pontigou.

Les 127 K€ de recettes proviennent de cessions prévus sur Kervouyec.

Budget annexe des locations et camping municipal

Location et camping	2013	2014	2015	Variation
Recettes commerciales	510 525	538 513	556 860	3,41%
Autres recettes	43 840	5 000	5 000	0,00%
Total recettes Fonctionnement	554 365	543 513	561 860	3,38%
Charges générales	465 765	454 313	333 360	-26,62%
Autres charges	5 000	5 000	10 000	100,00%
Total Dépenses Fonctionnement	470 765	459 313	343 360	-25,24%
Autofinancement	83 600	84 200	218 500	159,50%
Autres recettes	768 300	477 000	23 000	-95,18%
Total recettes d'investissement	851 900	561 200	241 500	-56,97%
Autres investissements	289 650	291 200	241 500	-17,07%
Total investissement	289 650	291 200	241 500	-17,07%

Les recettes progressent de 3,41 %. En dépenses de fonctionnement, la contribution au budget général est abaissée et l'investissement, comportant notamment l'entretien des bâtiments de Locmaria, est autofinancé en quasi-totalité.

Budget annexe des parkings

Parkings en ouvrage	2013	2014	2015	Variation
Recettes commerciales				
Fiscalité	820 000	775 000	880 000	13,55%
Subventions	-	-	-	-
Autres recettes	3 000	3 000	3 000	0,00%
Total recettes Fonctionnement	823 000	778 000	883 000	13,50%
Charges générales	595 600	672 000	822 686	22,42%
Personnel	-	-	-	-
Autres charges	3 000	3 000	4 000	33,33%
Total Dépenses Fonctionnement	598 600	675 000	826 686	22,47%
Autofinancement	224 400	103 000	56 314	-45,33%
Total recettes d'investissement	224 400	103 000	56 314	-45,33%
Fonds de concours	-	-	-	-
Autres investissements	224 400	103 000	52 000	-49,51%
Déficit reporté	-	-	-	-
Total investissement	224 400	103 000	52 000	-49,51%

En dépenses, ce budget, qui comporte la gestion des parkings De Lattre de Tassigny, du Steïr, de la Tour d'Auvergne, du Théâtre de Cornouaille et Théodore Le Hars, connaît des évolutions notamment sur les coûts de maintenance du Théâtre de Cornouaille.

Les recettes progressent avec une occupation plus importante et une connaissance meilleure en année pleine de la nouvelle tarification.

Il n'y a par ailleurs qu'un investissement d'entretien

Budget annexe des zones économiques

Ce budget est en voie d'extinction. Il solde les opérations d'aménagement des zones d'activités économiques lancées avant le transfert de la compétence à Quimper Communauté. 2.000 € de dépenses sont prévus en cas de nécessité (entretien notamment).

V. rappel de l'équilibre

Les amortissements et les opérations d'ordre couverts, l'équilibre général du budget principal est réalisé en maintenant les taux de fiscalité au niveau de ceux de l'année 2014 et par un emprunt d'équilibre de 17 103 006 euros.

Après avoir voté chapitre par chapitre (3 abstentions ; 46 suffrages exprimés dont 36 voix pour et 10 voix contre), le conseil municipal adopte le budget primitif 2015.

Le maire,

Ludovic JOLIVET